



ACCORD-CADRE

Cadre réservé à la Cinémathèque Française

Accord-cadre N°

A	C	1	0	1	6	/	2	0	2	0
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Reliure des monographies, des périodiques et des catalogues de
festival des collections de la Cinémathèque française

Accord cadre passé en application des articles L2123 du Code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP
--

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	2
ARTICLE 2 – DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS	2
ARTICLE 3 - FORME ET MODE DE LA CONSULTATION	2
3.1 Forme des marches conclus sur la base du present accord-cadre	2
3.2 Modalités de consultation	3
3.3 - Modalités d'envoi du devis descriptif détaillé du titulaire	3
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
4.1 - Pièces particulières au niveau de l'accord-cadre (jointes)	4
4.2 - Pièces particulières au niveau des demandes de devis	4
ARTICLE 5 - DUREE – DELAIS D'EXECUTION	4
5.1 - Durée de l'accord-cadre	4
5.2 - Durée des bons de commande	4
5.3 - Délai d'exécution des bons de commandes	5
5.4 - Pénalités de retard dans l'exécution des bons de commandes	5
ARTICLE 6 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 7 MODALITES DE SUIVI DE LA PRESTATION	5
7.1 Correspondants de la Cinémathèque française	5
7.2 Correspondants du titulaire	5
ARTICLE 8 PERSONNEL MIS A DISPOSITION	6
8.1 Statut du personnel du titulaire	6
8.2 Sous traitance	6
ARTICLE 9 PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE	6
9.1 Régime de la propriété intellectuelle	6
9.2 Confidentialité et sécurité	7
ARTICLE 10 – PENALITES	8
10.1 - Pénalités de retard	8
10.1.1 - Pénalités en cas de retard d'exécution	8
10.1.2 - Pénalités en cas d'absence et retard de réponse aux demandes de devis	8
10.1.3 - Pénalités en cas d'absence de déclaration de dégradation	8
10.1.4 - Pénalités en cas de défaut sur le rendu des éléments	8
10.2 - Cumul des pénalités	8
ARTICLE 11 – PRIX – CONTENU – VARIATION	9
11.1 – Forme des prix	9
11.1.1 – Forme des prix dans l'accord-cadre	9
11.1.2 – Forme des prix des bons de commande	9
11.1.3 - Clause de sauvegarde	9
11.2 – Contenu des prix	10
ARTICLE 12 – REGLEMENTS DES COMPTES	10
12.1 - Rémunération du titulaire	10
12.2 - Paiements	10
12.2.1 - Etablissement des demandes de paiement	10
12.2.2 - Modalités de paiement	10
ARTICLE 13 – VERIFICATION ET ADMISSION	11
ARTICLE 14 – ADMISSION, REJET ET REFACTION	11
ARTICLE 15 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE	12
15.1. Réparation des dommages	12
15.2. Justificatifs à produire	12
ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	12
ARTICLE 17 – RESILIATION DE L'ACCORD CADRE ET DES BONS DE COMMANDE	13
17.1 - Résiliation du fait de la Cinémathèque française	13
17.2 - Résiliation aux torts du titulaire	13
17.3 - Autres cas de résiliation	14
ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES	14

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés à passer (sous forme de demande de devis) pendant sa période de validité pour des prestations de Reliure des monographies, des périodiques et des catalogues de festival des collections de la Cinémathèque française.

Le présent accord-cadre est mono attributaire.

Un Titulaire sera retenu pour l'exécution des prestations.

A la survenance du besoin, le titulaire est invité à compléter le cas échéant son offre initiale remise au moment de l'accord-cadre.

La description des prestations et des attentes de la Cinémathèque française est développée au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

Le présent accord-cadre a pour objet la reliure des documents suivants :

- monographies
- périodiques
- catalogues de festival

Ces documents seront à renforcer par un traitement de reliure mécanisée. Ils sont destinés à la communication au public, en libre-accès.

Le corpus regroupe trois types de document :

- Documents imprimés, neufs ou usagés, mais en état de recevoir une reliure.
- Documents imprimés ayant déjà reçu une finition éditoriale ou ayant déjà été reliés.
- Documents imprimés monographiques ou en plusieurs fascicules.

Le Titulaire est tenu à une obligation de conseil et d'information envers la Cinémathèque française. A ce titre, il doit, notamment communiquer toutes observations sur tous les documents ou tous les éléments susceptibles d'avoir une incidence sur la bonne exécution de la prestation.

Les documents à traiter sont répartis en plusieurs trains de reliure (environ 5 trains de 100 volumes par an).

L'accord cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 10 000 €HT annuel.

ARTICLE 3 - FORME ET MODE DE LA CONSULTATION

3.1 Forme de la consultation

Le présent accord cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique, et exécuté à l'aide de bons de commande, au sens des articles R2162-4°1 et R. 2162-13.

3.2 Modalités de consultation

Le Service des Traitements Documentaires (STD) de la Cinémathèque française est l'interlocuteur du Titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Chaque train de reliure sera accompagné :

- d'un bordereau d'enlèvement,
- d'un bordereau descriptif du traitement général du train,
- d'un bordereau individuel descriptif des opérations demandées pour chaque volume (inséré dans chaque volume) restitué au retour du train avec des commentaires éventuels du prestataire,
- des fournitures nécessaires à l'équipement des documents (antivol, étiquettes code à barres ; étiquettes de cotation).

Certains documents pourront ne pas recevoir la totalité des équipements, en fonction des spécifications du bordereau descriptif individuel accompagnant le train.

A la réception du ou des trains de reliure, le Titulaire établit un devis précis, par document, selon les traitements et équipements décrits par les bordereaux descriptifs individuels et dans le respect du bordereau de prix.

Le devis doit être validé par la Cinémathèque française qui établit et envoie en retour un bon de commande.

Le devis reprendra notamment les éléments suivants :

- les références de l'accord-cadre,
- la date et le numéro du devis,
- le type de traitement et/ou d'équipements à réaliser par bordereaux descriptifs individuels (par documents),
- le lieu de réalisation de la prestation,
- la date de livraison,
- les coûts HT, le taux TVA et TTC conformément au bordereau de prix.

Les demandes de devis pourront être fractionnées à bons de commande.

La précision sera apportée au niveau de la demande de devis.

3.3 - Modalités d'envoi du devis descriptif détaillé du titulaire

1- soit par courrier avec accusé de réception à l'attention de :

La Cinémathèque française
Service du Traitement Documentaire – Service des Imprimés
51, rue de Bercy
75012 Paris

2- soit par mail avec accusé de réception : n.bertoni@cinematheque.fr , s.hebert@cinematheque.fr et n.benajam@cinematheque.fr

Le titulaire s'engage à répondre à la demande de devis dans un délai maximal de 8 jours ouvrés à compter de la demande.

Les devis doivent être remis à la Cinémathèque française dans le respect de ces délais.

En cas de non-respect de ces délais, le Titulaire se verra appliquer les pénalités visées à l'article « *pénalités* » du présent document.

La notification s'effectuera par l'envoi d'un bon de commande accompagné du devis descriptif détaillé.

Le bon de commande fera apparaître les éléments suivants :

- les références de l'accord-cadre,
- la date et le numéro du devis,
- le type de traitement et/ou d'équipements à réaliser par bordereaux descriptifs individuels (par documents),
- le lieu de réalisation de la prestation,
- la date de livraison,
- les coûts HT, le taux TVA et TTC conformément au bordereau de prix.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

4.1 - Pièces particulières au niveau de l'accord-cadre (jointes)

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),

4.2 - Pièces particulières au niveau des demandes de devis

- les demandes devis et les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre,
- toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des demandes de devis.

ARTICLE 5 - DUREE – DELAIS D'EXECUTION

5.1 - Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter du 21 septembre 2020 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Il est reconduit trois (3) fois un (1) an par reconduction tacite, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint, ou au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de sa date de notification ou de sa reconduction.

Le Titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

Dans le cas où la Cinémathèque Française ne souhaite pas reconduire le marché, elle en informe le titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

En outre, le marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article « *résiliation* » du présent document.

5.2 - Durée des bons de commande

La conclusion des bons de commande passés sur la base de cet accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

5.3 - Délai d'exécution des bons de commandes

Par défaut, les délais d'exécutions sont de 8 semaines calendaires à compter de la réception du bon de commande y afférant.

En cas d'adaptation de la durée d'exécution des bons de commande, celle-ci sera fixée lors de l'établissement du devis.

5.4 - Pénalités de retard dans l'exécution des bons de commandes

Les pénalités de retard sont celles fixées à l'article « *pénalités* » du présent document.

ARTICLE 6 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les missions réalisées dans le cadre du présent accord-cadre se dérouleront principalement dans les ateliers du Titulaire.

Les documents sont enlevés et livrés directement au 4^{ème} étage au département des Imprimés de la Cinémathèque française sur rendez-vous à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française
Département Imprimés (4^{ème} étage)
51, rue de Bercy
75012 Paris

Les prestations doivent être transportées soigneusement emballées.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de traitement puis de livraison incombent au Titulaire.

Le Titulaire fournira lors de la remise des prestations, un bon de livraison détaillé en langue française comportant :

- Les références portées sur le bon de commande,
- Le nombre et les références des boîtes et des documents.

ARTICLE 7 MODALITES DE SUIVI DE LA PRESTATION

7.1 Correspondants de la Cinémathèque française

La Cinémathèque française désignera un correspondant principal au sein de ses équipes.

Ce correspondant est chargé pour le compte de la Cinémathèque française de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du prestataire du présent marché.

7.2 Correspondants du Titulaire

Le responsable de la prestation :

Il est le garant de la qualité des prestations. Il lui revient de préconiser les actions qui s'imposent en tenant compte des exigences de la Cinémathèque française, d'en assurer la mise en œuvre et le suivi et de contrôler le produit avant la livraison.

Le responsable de la prestation du prestataire a pour rôle de :

- prendre en compte les méthodes et la culture de la Cinémathèque française ;
- proposer des réponses techniques aux besoins ;

- contrôler les délais ;
- mettre en œuvre le plan assurance qualité ;
- veiller à l'approvisionnement des moyens (personnel) ;
- identifier les difficultés, les risques et proposer des solutions ;
- établir les règles de coordination entre les différents intervenants ;
- établir les consignes de sécurité et de confidentialité.

L'équipe du Titulaire :

La constitution, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe doivent être explicitement détaillés dans l'offre du Titulaire. L'équipe est placée sous la responsabilité du responsable de la prestation désigné qui est le seul interlocuteur auprès de la Cinémathèque française pour l'ensemble des questions techniques à traiter en cours de réalisation de l'accord-cadre. Chaque membre de l'équipe doit être formé et compétent aux méthodes et aux outils utilisés ainsi qu'au contexte fonctionnel et organisationnel de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 PERSONNEL MIS A DISPOSITION

8.1 Statut du personnel du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

8.2 Sous traitance

La sous-traitance devra faire l'objet d'une acceptation et d'un agrément des conditions de paiement de la part de la Cinémathèque française, que ce soit au moment de la remise des offres, ou en cours d'exécution des marchés subséquents. En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure responsable de l'exécution de la totalité du marché subséquent.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la Cinémathèque française, lorsque celui-ci en fait la demande, au risque de se voir appliquer une pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En outre, que la sous-traitance soit envisagée au moment de la remise de l'offre ou en cours d'exécution du contrat, devront être fournies en complément des informations réglementaires, les informations relatives aux capacités professionnelles et financières du sous-traitant, au risque de se voir appliquer une pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

ARTICLE 9 PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE

9.1 Régime de la propriété intellectuelle

La Cinémathèque française détient l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments à restaurer ou sauvegarder.

La Cinémathèque française garantit le Titulaire contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs

résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, au montant hors T.V.A. du marché.

La transmission de ces éléments au Titulaire n'empêche en aucun cas transfert de propriété.

Le Titulaire ne peut donc faire aucun usage commercial des résultats des prestations.

Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux.

Dans l'hypothèse d'une publication des résultats, le Titulaire doit recevoir l'accord préalable de la Cinémathèque française ; la publication doit mentionner que l'étude a été financée par la Cinémathèque française.

La Cinémathèque française n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le Titulaire est tenu de communiquer à la Cinémathèque, à la demande de cette dernière, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

La Cinémathèque française s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés à la Cinémathèque française pour l'utilisation des résultats des prestations.

9.2 Confidentialité et sécurité

9.2.1 Obligation de confidentialité

Le Titulaire et la Cinémathèque française qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de la Cinémathèque française, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

9.2.3 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par la Cinémathèque française, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Pour assurer cette protection, il incombe à la Cinémathèque française d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre.

ARTICLE 10 – PENALITES

10.1 - Pénalités de retard

10.1.1 - Pénalités en cas de retard d'exécution

En cas de retard constaté dans le(s) délai(s) d'exécution prévu(s) dans le bon de commande, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € TTC par jour ouvré de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Au plus tard 14 jours ouvrés avant l'expiration du délai d'exécution, et sur demande écrite du Titulaire, le délai d'exécution pourra être prolongé après accord express de la Cinémathèque française. Passé ce nouveau délai, il sera fait application des pénalités de retard prévues supra.

10.1.2 - Pénalités en cas d'absence et retard de réponse aux bons de commande

En cas d'absence de réponse du Titulaire, la Cinémathèque française se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € TTC par consultation non répondue.

Une remise de proposition ultérieure aux date et heure limite de remise des offres est assimilée à une absence de réponse à la demande de devis.

Au-delà de 3 absences de réponse, la Cinémathèque française se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

10.1.3 - Pénalités en cas d'absence de déclaration de dégradation

En cas de dégradations sur les éléments confiés, le Titulaire est tenu de déclarer à la Cinémathèque française la nature de ces dégradations.

A défaut, le titulaire encourt une pénalité égale à 150 € TTC par manquement constaté.

10.1.4 - Pénalités en cas de défaut sur le rendu des éléments

Dans le cadre du contrôle de la qualité mis en place par la Cinémathèque française des pénalités pour défaut de qualité pourront être appliquées.

Le titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant TTC du bordereau descriptif individuel concerné en cas de défaut de qualité constaté.

10.2 – Cumul des pénalités

Les pénalités en cas de retard dans l'exécution sont plafonnées à 15 % maximum du montant TTC du train de documents concerné.

Les pénalités seront déduites automatiquement, par la Cinémathèque française, par précompte sur les demandes de paiement du Titulaire.

ARTICLE 11 – PRIX – CONTENU – VARIATION

11.1 – Forme des prix

11.1.1 – Forme des prix dans l'accord-cadre

Les prix définis au titre de l'accord-cadre sont des prix plafonds indicatifs.
Les prix plafonds sont révisables annuellement à la date anniversaire du contrat à la hausse comme à la baisse.

Le mois d'établissement des prix (M_0) est le mois précédent la date limite de remise des offres.

Le Titulaire devra communiquer au plus tard un mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre, ses nouveaux tarifs, ainsi que les indices et la formule de calcul au Département des Imprimés de la Cinémathèque française (dont l'adresse est indiquée au présent document) par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de communication de ses nouveaux tarifs, le titulaire restera engagé sur les prix plafonds déterminés au niveau de l'accord-cadre.

La révision est calculée à partir de la formule ci-après

$$P = P_0 \times \frac{I_1}{I_0}$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_0 = Prix initial pour la première révision et prix en vigueur à la date de révision pour les révisions suivantes.

I_1 = Dernier indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français 010534594 - CPF 18.14 - Reliure et services connexes - Base 2015 en vigueur à la date anniversaire de l'accord-cadre.

I_0 = Dernier indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français 010534594 - CPF 18.14 - Reliure et services connexes - Base 2015 connu à la date d'établissement de l'offre pour l'accord-cadre lors de la première révision, et à la date de la précédente révision pour les révisions suivantes.

Les indices sont consultables sur le site de l'INSEE.

La révision des prix n'aura pas à être constatée par avenant.

11.1.2 – Forme des prix des bons de commande

Les prix qui seront fournis au titre des bons de commande sont fermes.
Les prix sont définis par le Titulaire lors de la demande devis conformément au bordereau de prix.

11.1.3 - Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix détaillés dans le Bordereau des Prix **sera limitée à 2.5% à la hausse**, au-delà de cette augmentation, la Cinémathèque française se réserve le droit de résilier l'accord-cadre et les bons de commande en cours d'exécution.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

11.2 – Contenu des prix

Les prix figurant dans les bordereaux de prix annexés au présent document sont des prix unitaires, établis hors TVA.

Le taux de la TVA et le montant TTC sont indiqués au moment de l'établissement des bons de commande passés au fur et à mesure des besoins.

Les prix figurant dans les bordereaux de prix annexés au présent document sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires au parfait achèvement des prestations, et notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent notamment les frais de conditionnement et d'emballage, les frais d'enlèvement et de livraison.

ARTICLE 12 – REGLEMENTS DES COMPTES

12.1 - Rémunération du Titulaire

Le marché fera l'objet d'un paiement par bon de commande à compter de la date de la décision de réception des prestations.

Le prix est dû lorsque la totalité des prestations auxquelles il se rapporte a été exécuté.

12.2 - Paiements

12.2.1 - Etablissement des demandes de paiement

La demande de paiement est à adresser à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française

Service de la Comptabilité

51 rue de Bercy

75012 Paris

Elle est établie en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel indiqué au marché ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- les prestations exécutées, détaillées en mentionnant : les monographies, périodiques et catalogues de festival concernés avec le n° de bordereau individuel, le type de prestations, et les formats,
- les délais de réalisation,
- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

12.2.2 - Modalités de paiement

La Cinémathèque française se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en effectuant les paiements par virement sur le compte défini à l'acte d'engagement, ouvert au nom du Titulaire, ou à tout autre compte communiqué par courrier par ce dernier.

La Cinémathèque française règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le non paiement dans les délais des sommes dues par la Cinémathèque française en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 13 – VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification sont effectuées par la Département des Imprimés de la Cinémathèque française.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité et la qualité livrées et la quantité et la qualité indiquées au bon de commande et à l'accord-cadre, ainsi que de contrôler la conformité des prestations livrées.

ARTICLE 14 – ADMISSION, REJET ET REFACTION

Après présentation et remise par le Titulaire des travaux demandés sur le site de la Cinémathèque, le chef de projet de la Cinémathèque française dispose d'un délai fixé par défaut à 15 jours ouvrés pour :

1- Accepter le travail remis par le Titulaire. Cette décision est formalisée par l'envoi d'un mail au Titulaire qui acte la réception.

2- Prendre une décision d'ajournement, de réception avec refaction ou de rejet. Le titulaire dispose alors par défaut d'un délai de 10 jours ouvrés ou plus d'un commun accord des parties pour :

- Parfaire son travail ou présenter ses observations, en cas d'ajournement,
- Présenter ses observations en cas de refaction ou de rejet des prestations.

Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté la décision de la Cinémathèque française.

En cas de présentation d'un nouveau travail ou d'observations formulées par le Titulaire dans ce même délai, la Cinémathèque française dispose par défaut d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision.

Les modifications ou compléments apportés par le Titulaire à la suite de la demande de la Cinémathèque française ne font l'objet d'aucune facturation.

En cas de nouveau rejet, la Cinémathèque française se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché, dans les conditions prévues à l'article « *Résiliation* » du présent document.

Les délais par défaut de 10 et 15 jours ouvrés peuvent être adaptés en fonction de la complexité des travaux.

ARTICLE 15 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE

15.1. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la Cinémathèque française par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du contrat, sont à la charge de la Cinémathèque française.

Tant que les fournitures restent la garde du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de la Cinémathèque française, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la Cinémathèque française au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

15.2. Justificatifs à produire

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Cinémathèque française et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du contrat, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Cinémathèque française et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le Titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre à ses torts exclusifs:

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 3252-6, R. 3252-11, R. 3252-12, L. 1221-13, L. 1221-15, L. 1221-10 du code du travail.
- s'acquitter de leurs obligations au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

A ce titre le Titulaire fournit à la Cinémathèque française, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents énumérés aux articles D.8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D.8223-8 et D.8223-7 (si le titulaire est établi à l'étranger) du code du travail. Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de leurs sous-traitants éventuels.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française
Service des Marchés
51 rue de Bercy
75012 Paris

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la Cinémathèque française peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 17 – RESILIATION DE L'ACCORD CADRE ET DES BONS DE COMMANDE

17.1 - Résiliation du fait de la Cinémathèque française

Lorsque la Cinémathèque française résilie l'accord cadre ou le marché subséquent, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du Titulaire et en dehors des cas prévus à l'article « autres cas de résiliation », elle n'est pas tenue de justifier sa décision. Elle délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier le demande.

La résiliation ne donne droit à aucune indemnité.

17.2 - Résiliation aux torts du titulaire

La Cinémathèque française peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ;

La Cinémathèque française peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable :

- Le titulaire ne fournit pas l'ensemble des documents mentionnés à l'article « *lutte contre le travail illégal* » du présent document,
- En cas d'inexactitude des renseignements prévus à R 2144-7 du Code de la commande publique,
- Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure ;
- Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux ;

La décision de résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise de moyens que la Cinémathèque française cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;

b) Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
-

17.3 - Autres cas de résiliation

Décès ou incapacité civile :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si la Cinémathèque française accepte la continuation du marché par les ayants droit, le tuteur ou le curateur.

La résiliation, ainsi prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi no 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée.

Impossibilité physique :

La Cinémathèque française peut résilier le marché en cas d'impossibilité physique durable et manifeste pour le titulaire de remplir ses obligations.

Difficultés techniques :

Si le titulaire rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation.

Force majeure :

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation.

ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES

Le Tribunal de Grande Instance de Paris est seul compétent pour connaître des litiges qui naîtraient de l'exécution du présent accord-cadre.